



**Marché n° 2025-55 DOSAGES NUTRITION**  
passé en application des articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)***

**OBJET DE LA CONSULTATION :**

**REALISATION DES DOSAGES DIFFERES CENTRALISES RELATIFS  
A LA NUTRITION ET A LA SANTE  
DANS LE CADRE DU CYCLE 1 DE L'ENQUETE ALBANE : ENQUETE  
SUR L'ALIMENTATION, LA BIOSURVEILLANCE, LA SANTE, LA  
NUTRITION ET L'ENVIRONNEMENT**

**Personne publique**

Santé publique France  
Madame la directrice générale  
12 rue du Val d'Osne  
94415 Saint Maurice Cedex  
Tel : 01 41 79 67 00  
Fax : 01 41 79 69 59

**Web :** [www.santepubliquefrance.fr](http://www.santepubliquefrance.fr)

**Profil acheteur :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## **SOMMAIRE**

POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT .....	3
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	3
ARTICLE 4 – FORME ET MONTANT DU MARCHÉ EN QUANTITÉ .....	4
ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS .....	4
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX .....	7
ARTICLE 9 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT ET DE PAIEMENT.....	8
ARTICLE 10 – NANTISSEMENT – CÉSSION DE CRÉANCES.....	10
ARTICLE 11 – PERSONNELS DU TITULAIRE .....	10
ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ – TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....	11
ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE .....	15
ARTICLE 14 - ASSURANCES .....	16
ARTICLE 15 – RÉLIATION.....	16
ARTICLE 16 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	16
ARTICLE 17 – CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE .....	17
ARTICLE 18 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION .....	19
ARTICLE 19 - DEROGATION .....	20

## **POUVOIR ADJUDICATEUR**

Nom et adresse officiels du pouvoir adjudicateur :

**Santé publique France, l'agence nationale de santé publique**

12 rue du Val d'Osne

94415 Saint Maurice Cedex

Tel : 01 41 79 67 00

Etablissement public national à caractère administratif, créé par l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016 et le décret n°2016-523 du 27 avril 2016.

Le pouvoir adjudicateur est la Directrice générale de Santé publique France, Madame Caroline Semaille.

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la réalisation des dosages différés centralisés relatifs à la nutrition et à la santé dans le cadre du cycle 1 de l'enquête ALBANE (Enquête sur l'alimentation, la biosurveillance, la santé, la nutrition et l'environnement).

**Classification CPV : 85145000 – 71900000**

## **ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT**

La présente procédure est composée d'un seul lot.

Les prestations à réaliser figurent dans le CCTP.

## **ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels régissant le marché sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) dûment complété, daté et signé pour une personne habilitée à engager la responsabilité du Titulaire et par le pouvoir adjudicateur ;
- L'annexe financière : annexe 1 de l'ATTRI 1 comportant les bordereaux de prix unitaires (BPU) dûment complétée et datée ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de Santé publique France fait seule foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de Santé publique France fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire.

En cas de différence ou de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de litige, seuls les originaux conservés par Santé publique France feront foi. Les éventuelles dérogations au CCAG/FCS sont listées à l'article 19 du présent CCAP. A défaut, les dispositions du CCAG/FCS s'appliqueront.

#### ARTICLE 4 – FORME ET MONTANT DU MARCHÉ EN QUANTITE

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de services.

L'examen de santé du 1er cycle de l'enquête Albane sera effectué sur un échantillon comprenant environ 1 000 enfants âgés de 3 à 17 ans et 2 000 adultes âgés de 18 à 79 ans. Des dosages différés et centralisés de biomarqueurs en santé et nutrition ne seront effectués que chez les enfants âgés de 6-17 ans et chez les adultes âgés de 18-79 ans, soit au total sur un échantillon d'environ 2 820 individus. La cotinine en prestation supplémentaire éventuelle, sera effectuée sur un échantillon d'environ 1 000 adultes âgés de 18-79 ans et 1 000 enfants âgés de 3-17 ans. Cet effectif estimé est donné à titre indicatif.

#### ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois, à compter de sa notification au Titulaire. Il est renouvelable une (1) fois par tacite reconduction, pour une période de douze (12) mois sans que la durée globale du marché ne puisse excéder 36 mois.

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 15 du présent cahier des clauses administratives particulières.

#### ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La réalisation des prestations du présent marché s'effectue selon les conditions détaillées dans le CCTP.

Tout changement relatif aux conditions de réalisation du marché doit être signalé dans les meilleurs délais à Santé publique France par email à l'adresse / [ALBANE-marched dosage@santepubliquefrance.fr](mailto:ALBANE-marched dosage@santepubliquefrance.fr)

Tout incident pouvant impacter la qualité des dosages doit être signalé immédiatement à Santé publique France par email à l'adresse : [ALBANE-marched dosage@santepubliquefrance.fr](mailto:ALBANE-marched dosage@santepubliquefrance.fr) dans les plus brefs délais.

**Délais d'exécution des prestations :** Le premier cycle de l'enquête se déroulera sur une période de 18 mois, avec 3 vagues successives d'inclusion de 6 mois, afin de tenir compte de la saisonnalité des habitudes alimentaires, de l'activité physique et de certaines expositions. Les inclusions dans le premier cycle auront lieu de juin 2025 à décembre 2026.

**Prolongation du délai d'exécution :** Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le Titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique.

Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le Titulaire doit signaler, sans délai, au pouvoir adjudicateur ou à une autre personne désignée à cet effet dans le marché, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai de réalisation. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au Titulaire sa décision par retour, à compter de la réception de la demande.

Aucune demande de prolongation du délai de réalisation ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

**Arrêt de l'exécution de prestations en cours :** L'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations peut être décidé par Santé publique France et notifié au Titulaire par une lettre recommandée avec accusé de réception sans que cette décision ne nécessite de justification. En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au Titulaire sont calculées au prorata du travail effectivement exécuté.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation du marché et n'entraîne pas le paiement d'une indemnité pour résiliation.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution des prestations débutera à partir de la réception des échantillons par le Titulaire.

## **ARTICLE 7 – MODALITES DE VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS**

### **7.1 Responsable administratif et technique pour Santé publique France**

La personne désignée comme responsable administratif est **la directrice générale de Santé publique France ou son représentant**.

La personne désignée comme responsable technique par Santé publique France est **le directeur de la direction DMNTT ou son représentant**. Tout échange se fera par email adressé à : ALBANE-marchedosage@santepubliquefrance.fr

### **7.2 Responsable technique pour le titulaire**

Le responsable de la prestation pour le titulaire sera la personne habilitée à le représenter auprès de Santé publique France pour toute question relative à l'exécution des prestations. Le nom et les coordonnées du responsable sont indiquées dans la fiche d'identité du laboratoire remise dans son offre.

La bonne exécution du marché suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de Santé publique France quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable désigné par le Titulaire est l'unique interlocuteur de Santé publique France pendant toute la durée du marché.

### **7.3 Admission des prestations**

La vérification et l'admission des prestations sera assurée par le responsable technique désignée à l'article 7.1 ci-dessus, pour le compte du pouvoir adjudicateur.

S'agissant des prestations du présent marché, il n'est pas fait application des articles 27 à 30 du chapitre V du CCAG-FCS.

#### **La vérification des prestations**

Le titulaire s'engage à respecter les prescriptions concernant la validation des résultats figurant dans le CCTP.

La vérification des dosages sera réalisée sur la base des résultats des dosages réalisés pour chaque vague par le Titulaire et transmis à Santé publique France.

A réception des résultats, Santé publique France dispose d'un délai maximum de 6 semaines pour valider la qualité des dosages réalisés.

La vérification de la qualité des dosages sera réalisée systématiquement par Santé publique France qui se réserve la possibilité de désigner un prestataire de contrôle.

Lorsque le responsable de la direction des maladies non transmissibles et traumatismes (M. Michel Verney) ou son représentant estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. Le Titulaire pourra alors être amené à refaire des dosages à ses frais à la demande de Santé publique France.

En cas de résultat de dosage validé mais pour lequel Santé publique France souhaite une confirmation, alors le titulaire pourra être amené à refaire le dosage dont les frais seront à la charge de Santé publique France.

**L'admission des prestations** sera prononcée au vu du nombre de dosages contrôlés et validés par le responsable de la direction des maladies non transmissibles et traumatismes (M. Michel Verney) ou son représentant. Le Titulaire est réputé accepter la décision du responsable de l'unité Surveillance des expositions de la Direction santé environnement travail ou son représentant.

**Seule la validation de la qualité des dosages vaut admission des prestations et ouvre droit à paiement** partiel définitif dans les conditions énoncées à l'article modalités de règlement du présent CCAP.

Dans le cas où des dosages non conformes\* aux dispositions du CCAP, ou du CCTP du présent marché seraient acceptés, une réfaction d'au plus 40 % sur le montant de la valeur des dosages H.T. sera pratiquée.

\* non-respect de la méthode imposée ou proposée dans l'offre, non-respect des substances à analyser, non-respect des conditions de réception des échantillons, défaut de l'étiquetage d'identification, et défaut dans les conditions de manipulation des échantillons, défaut des limites de détection et de quantification, défaut dans les % de répétabilité, reproductibilité et de l'incertitude.

En cas de non satisfaction à un essai inter-laboratoire en cours de marché, le titulaire s'engage à réaliser des dosages de contrôles à ses frais, de tout ou partie des dosages déjà validés et payés entre la date de validité du dernier essai inter-laboratoire satisfait et la date de délivrance du nouveau certificat.

Dès lors qu'un essai inter-laboratoire nouveau s'organise, et de non satisfaction à cet essai par le titulaire ce dernier s'engage à réaliser des dosages de contrôles à ses frais de tout ou partie des dosages déjà validés et payés entre la date de début des dosages d'une étude ou cycle concerné et la date de délivrance du premier certificat.

En complément et par dérogation aux dispositions du CCAG FCS, les contrôles suivants seront effectués pendant la réalisation des prestations.

### **Contrôle de Santé publique France**

Santé publique France se réserve la possibilité de procéder à des contrôles de la qualité des prestations réalisées par le titulaire tant sur les aspects logistiques, informatiques que techniques. Ces contrôles pourront être réalisés soit par Santé publique France, soit par un prestataire mandaté par Santé publique France.

L'objectif de ces contrôles aléatoires est de vérifier que les locaux et le matériel sont conformes à la réglementation et que les échantillons sont stockés dans des conditions de température et de sécurité nécessaires et conformément aux dispositions du CCTP. Ils permettront également de vérifier que la traçabilité et la confidentialité sont optimales. Les coûts des éventuels tests qui seraient réalisés durant ces contrôles seront à la charge de Santé publique France.

Santé publique France se réserve la possibilité de procéder à des contrôles aléatoires de la qualité de certains échantillons stockés par le ou les titulaire(s). L'objectif de ces contrôles aléatoires est de vérifier le seuil de quantification des échantillons (niveaux de performance indiqués dans le cahier des charges), ainsi les % de répétabilité, reproductibilité et d'incertitude. Ces contrôles seront effectués sur des échantillons

stockés par le titulaire (nombre à déterminer par Santé publique France lors du contrôle). La périodicité des contrôles n'est pas arrêtée. Le laboratoire de contrôle sera choisi par Santé publique France, et les coûts de transports et d'analyse des échantillons tests seront à la charge de Santé publique France. Les vérifications réalisées par le laboratoire de contrôle pourront également concerner les conditions de réception, de stockage et de préparation des échantillons. Des contrôles pourront également concerner la gestion informatique des données relatives aux prélèvements traités ou aux échantillons stockés.

Les dosages non conformes aux dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et du Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché pourront donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 15 du présent CCAP.

#### **7.4 Pénalités**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels figurant au CCTP ou tout autre document contractuel, sont dépassés par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure, les pénalités suivantes :

##### ***Pénalités de retard du délai d'exécution***

Si les délais prévus dans les documents contractuels ne sont pas respectés du fait du titulaire, ce dernier encourt sans mise en demeure préalable et à compter d'un retard d'une semaine, une pénalité égale à 5 % du montant H.T. des analyses concernées par semaine de retard. Ce montant est plafonné à 25 % de la valeur des analyses.

##### **Pénalités relatives au plan de progrès social**

En cas de non-respect de la signature du document « plan de progrès » annuellement imputable à l'entreprise titulaire, celle-ci subira une pénalité égale à 3 000 euros H.T (trois mille euros) par année non signée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entreprise titulaire subira une pénalité égale à 100 euros H.T par jour de retard à compter de la mise en demeure infructueuse par Santé publique France.

Conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, en cas de non-respect des formalités prévues aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité de 100 Euros par jour de retard, après mise en demeure demeurée sans effet au terme du délai de 15 jours fixé par l'article R. 8222-3 du code du travail. L'application de cette pénalité est plafonnée dans les limites fixées au 1er alinéa de l'article L. 8222-6 du code du travail.

##### ***Modalités de mise en œuvre***

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix seront retenues sur les sommes dues au Titulaire.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, Santé publique France pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables. Les pénalités sont applicables de plein droit et ne font pas obstacle à l'application des possibilités de résiliation du marché.

Le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

#### **ARTICLE 8 – CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX**

Les prix indiqués par le Titulaire sur l'annexe financière de l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres. Le marché est conclu à prix unitaires comprenant le coût de toutes les prestations décrites dans les documents du marché.

Les prix sont fermes la première année d'exécution du marché à compter de sa date de notification. Ils pourront ensuite être révisibles annuellement selon la formule ci-dessous.

Toute demande de révision par l'une ou l'autre des parties est adressée au plus tard 1 mois avant la date anniversaire de notification du marché, sous peine de forclusion.

Les prix révisés s'appliquent aux commandes émises à compter de la date anniversaire.

$$P = P_o (0,125 + 0,875 \frac{S1}{S2})$$

Dans laquelle :

P représente le montant révisé ;

P<sub>o</sub> représente les prix au mois de remise des offres ;

S1 représente le dernier indice Services de laboratoires d'analyses médicales publié à la date de révision des prix ; Identifiant 001766116

S2 représente le dernier indice Services de laboratoires d'analyses médicales, publié au mois de remise des offres (soit février 2024). Identifiant 001766116

Les révisions de prix du présent marché n'ont pas à être constatées par avenant.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que les frais de gestion et toutes les autres dépenses et sujétions résultant de l'exécution des prestations frais techniques, frais de structures, de transport, de livraison, frais postaux, frais d'assurance, de déplacement, de production de livrables ou de participations aux réunions, les marges pour risque et marges bénéficiaires.

**Aucune facturation en sus des prix figurant dans le bordereau de prix n'est acceptée.**

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

## **ARTICLE 9 – MODALITES DE REGLEMENT ET DE PAIEMENT**

### ***Modalités de paiement***

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique, sur service fait.

### **Périodicité de facturation**

- **Prestations à prix unitaires :**

Pour chaque série de dosages réalisée, le Titulaire adressera à Santé publique France la facture correspondant au nombre de dosages validés conformes ayant fait l'objet d'une admission dans les conditions définies au présent CCAP.

Les factures sont établies sur la base des prix unitaires indiqués sur le bordereau de prix du Titulaire.

Chaque facture est établie en un original et comportera notamment les éléments suivants :



1. nom et adresse du Titulaire,
2. le cas échéant, numéro de son compte bancaire ou postal,
3. la date de la facture,
4. l'intitulé du marché,
5. les dates d'exécution et l'objet de la prestation,
6. la nature des prestations exécutées
7. nombre de participants adulte et enfant,
8. le montant total H.T, celui de la T.V.A et son taux et le montant T.T.C de la facture,
9. Les factures sont accompagnées des justificatifs le cas échéant.

En application du Code de la commande publique, la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr/>

**N° chorus : 13002233800011**  
**Santé publique France**  
**Service des factures publiques**

Dans le cas où cette obligation ne s'impose pas au Titulaire au moment de la notification du marché et qu'il ne lui est pas possible de la mettre en œuvre par anticipation, les factures doivent être adressées en version dématérialisée au format PDF non signé à [sfact@santepubliquefrance.fr](mailto:sfact@santepubliquefrance.fr)

**Domiciliation des paiements :** Santé publique France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement ou de tout autre compte sur demande écrite du Titulaire.

La modification des coordonnées bancaires du Titulaire ne donnera pas lieu à la passation d'un avenant.

**Délai global de paiement :** L'agent comptable de Santé publique France règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure. Le non-paiement dans les délais des sommes dues par Santé publique France en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du Titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux de ces intérêts est le taux de refinancement de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

De plus, une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire par facture payée en retard, est due dès le 1er jour de retard.

Le délai de 30 jours peut être suspendu par l'envoi d'un courrier postal ou d'un mail indiquant les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au règlement.

**Renseignements d'ordre comptable :** Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataires, sont les suivants :

- Ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement : la Directrice générale de Santé publique France
- Comptable assignataire des paiements : l'Agent Comptable

**Règlement au profit du ou des sous-traitants :** Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Les règlements directs au profit d'éventuels sous-traitants s'effectuent sur la base de mémoires ou de factures établis par eux et acceptés par le Titulaire, avant leur transmission à Santé publique France.

## **ARTICLE 10 – NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCES**

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créance de la part du titulaire ou des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, au titre de la loi du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises.

A cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original est remise au titulaire au moment de la notification du marché.

Cette copie porte la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du Titulaire, à l'établissement financier de son choix. La personne chargée de fournir les renseignements au titre de l'article R. 2191-60 du Code de la commande publique figure sur l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 11 – PERSONNELS DU TITULAIRE**

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché.

Il est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion que les agents de Santé publique France.

### **11.1 Qualification des personnels intervenants**

Le Titulaire doit disposer de personnels confirmés, spécialistes du domaine pour l'exécution des prestations. La bonne exécution du marché suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du projet une équipe constituée de professionnels confirmés et identifiés. Cette équipe ne pourra faire l'objet de changements incessants ou imprévisibles.

### **11.2 Indisponibilité, absence, départ du personnel et remplacement**

En cas d'indisponibilité, absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement, dans un délai de 48 heures, en aviser Santé publique France par email et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, le Titulaire doit, dans un délai de 7 jours, pallier à l'indisponibilité, absence ou de départ du personnel manquant afin d'assurer une continuité de service au sein du laboratoire pour poursuivre l'exécution des prestations. Au-delà de ce délai, une pénalité de 150 € par jour de retard sera appliquée.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant du marché.

### **11.3 Protection de la main d'œuvre**

Le Titulaire s'engage à fournir **tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement (au regard des articles L 1221-10, L 3243-2 et R 3243-1 du Code du Travail) lorsque le cocontractant emploie des salariés ;
- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant datant de moins de 6 mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires
- ou en lieu et place des attestations mentionnées ci-dessus, une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ;
- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Santé publique France, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>. Cette modalité de dépôt est vivement recommandée. Toutefois, les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent également être adressées à Santé publique France à l'adresse suivante en rappelant les références du marché :

Santé publique France  
DAF - Unité Achats/marchés  
12 rue du Val d'Osne  
94415 Saint Maurice Cedex

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

#### **11.4 Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail)**

Si en vertu de l'article L 8222-6 du code du travail le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5, Santé publique France peut, après mise en demeure du titulaire restée sans effet dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier adressé en recommandé avec accusé réception, soit :

- appliquer une pénalité dont le montant s'élève à 500 euros par jour d'infraction. Les pénalités s'appliquent jusqu'à ce que la situation litigieuse cesse et pour une période maximale de 15 jours. Cependant, le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 du code du travail et dans la limite de 10% du montant consommé sur le marché à la date d'expiration du délai laissé au titulaire pour faire cesser la situation litigieuse.

- résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

### **ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITE – TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

#### **12.1. Confidentialité**

Le Titulaire ainsi que l'ensemble de son personnel sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et descriptions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution du présent marché, à l'exception des éléments qui seraient tombés dans le domaine public, ou s'ils avaient eu connaissance de ces éléments par des tiers ou des moyens légitimes. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets, sans l'accord préalable de Santé publique France, et s'engage à faire respecter par chacun de ses personnels un engagement de stricte confidentialité.

#### **12.2. Traitement de données à caractère personnel**

##### **12.2.1. Description du traitement**

Santé publique France est responsable du traitement mis en œuvre pour l'enquête Albane. Ce traitement est fondé sur l'exécution d'une mission d'intérêt public (article 6.1.e RGPD) et la réalisation d'une recherche scientifique (article 9.2.j RGPD). Elle s'assure de l'obtention d'une autorisation Cnil (articles 72 et suivants de loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Le Titulaire (sous-traitant) est autorisé à traiter pour le compte de Santé publique France (responsable de traitement) les données à caractère personnel nécessaires pour la réalisation de la prestation (dosages différés centralisés relatifs à la nutrition et à la santé). La nature des opérations et leur finalité sont détaillées dans les dispositions de l'article 3 du CCTP.

Les données à caractère personnel traitées sont le numéro de confidentialité ID\_SpF\_Albane, le sexe et l'âge du participant et la date du prélèvement.

Dans le cadre du traitement des commandes faites par les clients de Santé publique France, le Titulaire conserve l'ensemble des données pendant toute la durée du marché (sauf indication contraire de Santé publique France). Dans le cadre d'études ou enquêtes épidémiologiques, la conservation des données par le Titulaire est 3 mois maximum après le dépôt poste des envois liés à ces enquêtes ou études.

## **12.2.2. Engagements du Titulaire**

### **12.2.2.1. Cadre légal et dispositions générales**

Le Titulaire s'engage à assurer la protection et la sécurité des données recueillies dans le cadre du marché dans le respect des obligations posées par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, du RGPD ainsi que par les législations et recommandations applicables à Santé publique France en matière de protection des données (en particulier des données de santé à caractère personnel) et de sécurité des systèmes d'information. Le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### **12.2.2.2. Engagements du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par toute personne intervenant pour son compte dans la réalisation du traitement les engagements suivants :

1. Traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent marché
2. Traiter les données à caractère personnel sur instructions documentées de Santé publique France et conformément aux clauses du présent marché.

Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement Santé publique France. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer Santé publique France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public

3. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
4. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter, sous la responsabilité du Titulaire, les données à caractère personnel pour l'exécution des prestations du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### 6. Sous-traitance

Le Titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit Santé publique France de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs (cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance. Santé publique France dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si Santé publique France n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de Santé publique France. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant Santé publique France de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### 7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Santé publique France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement relative à l'Enquête Albane, au moment de l'invitation et de l'inclusion de participants.

#### 8. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider Santé publique France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits concernant l'Enquête Albane, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à [dpo.france@ipsos.com](mailto:dpo.france@ipsos.com).

#### 9. Notification des violations de données à caractère personnel et failles de sécurité :

Le Titulaire notifie à Santé publique France toute violation de données à caractère personnel et faille de sécurité affectant la prestation dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant [incidentsecurite@santepubliquefrance.fr](mailto:incidentsecurite@santepubliquefrance.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Santé publique France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

10. En cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le Titulaire portant sur la prestation qui lui est confiée, celui-ci s'engage, sous réserve d'une disposition législative ou réglementaire contraire, à en informer immédiatement Santé publique France.

#### 11. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par Santé publique France de ses obligations

Le Titulaire aide Santé publique France pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour l'accomplissement des formalités imposées à Santé publique France pour le Traitement qui lui est confié.

#### 12. Mesures de sécurité

Le Titulaire assure la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel qu'il traite pour le compte de Santé publique France durant toute l'exécution du présent Marché, conformément aux dispositions de l'article 32 du RGPD.

Pour la mise en œuvre de cette prestation, il recourt selon les cas et conformément au protocole de l'enquête :

- Soit aux outils numériques développés par les sous-traitants de Santé publique France,
- Soit à ses outils numériques conformes aux dispositions des articles L. 1470-1 et suivants du code de la santé publique et aux dispositions du RGPD et de la loi informatique et libertés.

Le Titulaire veille à la sécurité des documents papier qu'il serait amené à générer pour la réalisation de la prestation. Il assure leur conservation dans un local ou armoire sécurisé dont l'accès est restreint aux seules personnes mettant en œuvre la prestation.

#### 13. Sort des données

##### Restitution des données

Sur demande de Santé publique France et sous réserve d'obligations légales et réglementaires contraires, à tout moment et pour quelque cause que ce soit, le Titulaire et ses éventuels sous-traitants ultérieurs fourniront sans délai à Santé publique France une copie de l'intégralité des données relevant de leur responsabilité dans un format structuré et couramment utilisé.

La restitution des données pourra être constatée par procès-verbal daté et signé par les parties.

Au terme de la prestation, le Titulaire détruit dans un délai d'un an les données à caractère personnel collectées pour le compte de santé publique France pour la réalisation de la prestation, sauf nécessité de leur conservation par et sous la responsabilité du Titulaire aux fins de se conformer à une obligation légale ou réglementaire contraire, ou à une finalité qui leur est propre.

Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### 14. Délégué à la protection des données et référent sécurité

Le Titulaire communique à Santé publique France le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Le Titulaire peut utilement correspondre avec le DPO ([dpo@santepubliquefrance.fr](mailto:dpo@santepubliquefrance.fr)) et le RSSI (responsable de la sécurité des systèmes d'information) de Santé publique France. Le Titulaire assure un dialogue ouvert avec ceux-ci et a une obligation de :

- répondre à leurs éventuelles questions ;
- fournir, le cas échéant, la documentation permettant de justifier la conformité à l'article 34 de la loi Informatique et Libertés modifiée, des mesures techniques et organisationnelles de protections mises en œuvre par lui ou par ses sous-traitants.

#### 15. Registre des catégories d'activités de traitement et AIPD

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Santé publique France dans des formes conformes aux dispositions de l'article du 30 du RGPD.

Le Titulaire déclare également avoir réalisé les analyses d'impact sur la protection des données des outils numériques sous sa responsabilité et utilisés pour la Prestation

#### 16. Documentation et audit

Santé publique France se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations par le Titulaire. Le Titulaire s'engage à accepter des audits sécurité.

L'audit doit pouvoir permettre de s'assurer que les mesures de sécurité et de confidentialité mises en place sont effectives.

Le Titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Sous réserve d'un incident nécessitant une intervention urgente, ces audits seront notifiés au Titulaire au minimum 15 jours en amont.

#### 12.2.2.3. Engagements de Santé publique France

Santé publique France s'engage à :

1. Fournir au Titulaire les données à caractère personnel (d'identification et de contact) des participants nécessaires aux collectes qui lui sont confiées.
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données à caractère personnel par le Titulaire.
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données à caractère personnel de la part du Titulaire.
4. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.
5. Garantir la sécurité et la conformité au RGPD et à la loi informatique et libertés des outils numériques, sous sa responsabilité, qu'elle met à disposition du Titulaire.

### ARTICLE 13 – SOUS-TRAITANCE

Si le Titulaire souhaite avoir recours à la sous-traitance, les sous-traitants devront être agréés par Santé publique France conformément à la loi du 31 décembre 1975 selon les règles prévues aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Toutes les clauses substantielles du marché s'appliquent aux sous-traitants, et notamment celles qui concernent la confidentialité, la sécurité et la protection des données, les délais, les pénalités pour retard et les modalités de règlement.

Le titulaire s'engage à respecter et faire respecter par ses sous-traitants la réglementation en vigueur et à mettre en place toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour assurer la sécurité des données à caractère personnel.

Il est rappelé au Titulaire que selon la loi relative à la sous-traitance, tout sous-traitant doit être préalablement agréé et ses conditions de paiement homologuées par Santé publique France avant tout début d'exécution des prestations sous-traitées.

En fonction de la nature des prestations sous traitée, Santé publique France se réserve le droit de récuser tout sous-traitant ne présentant pas les garanties suffisantes pour exécuter les prestations conformément aux exigences de sécurité. Egalement, le titulaire est tenu de présenter un sous-traitant qui réunit les mêmes critères géographiques que le laboratoire initialement en charge de la réalisation des prestations, sous peine de refus d'agrément du sous-traitant.

De la même façon, il est rappelé que toute prestation sous-traitée et représentant une somme qui à ce jour est fixée à 600 € TTC peut faire l'objet d'un paiement direct selon la demande du sous-traitant. Toute demande de paiement direct faite par un sous-traitant doit être validée par le Titulaire du présent marché.

#### **ARTICLE 14 - ASSURANCES**

Le Titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il ferait appel dans le cadre du présent marché.

La franchise imposée par la compagnie d'assurance est à la charge du Titulaire. Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que Santé publique France puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire.

Le Titulaire est entièrement responsable des dégâts et dommages de toute nature, causés par la conduite des prestations objet du présent marché ou les modalités de leur exécution. Il est notamment responsable des sinistres pouvant survenir lors du transport ou utilisation des fournitures ou matériel mis à disposition.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire ne doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance en responsabilité civile que dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur la lui réclamerait. Dans ce cas, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, pour la lui remettre.

#### **ARTICLE 15 – RESILIATION**

Santé publique France peut, à tout moment, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, mettre fin à l'exécution du marché avant l'achèvement de celui-ci par une décision de résiliation du marché notifié dans les conditions de l'article 38 du CCAG FCS. La résiliation a lieu conformément aux stipulations du chapitre VII du CCAG FCS.

En cas d'arrêt en cours d'exécution du marché, les sommes dues au Titulaire seront calculées au prorata du travail déjà effectué.

#### **ARTICLE 16 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.



S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 17 – CLAUSE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE**

### **17.1 / Clause environnementale**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à informer Santé publique France de toute démarche entreprise en matière environnementale et notamment les mesures prises pour intégrer les recommandations des normes ou labels en matière de responsabilité sociale des entreprises.

Il est attendu du Titulaire, le déploiement d'actions ayant pour objectif de réduire son impact. Ainsi, tout au long de l'exécution du marché, le Titulaire doit décliner des actions :

- concernant le traitement et le recyclage des déchets et rejets issus des analyses des laboratoires, traitement des déchets chimiques (solvants, acides, base, déchets d'emballages, verrerie souillée, échantillons de laboratoire, ...) ;
- en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- pour limiter l'impact environnemental des réunions et des déplacements en privilégiant la visio-conférence et les transports plus respectueux de l'environnement.

Ces actions doivent permettre d'améliorer l'exécution environnementale du contrat.

### **17.2 : Clause sociale**

Engagement à la mise en œuvre d'un plan de progrès en matière sociale

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, Santé publique France, a décidé de faire application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique du 1er avril 2019 en incluant dans le présent marché une condition d'exécution relative à la mise en œuvre d'un plan de progrès en matière sociale. Celui-ci se substitue à l'obligation de clause sociale d'insertion en raison d'un volume horaire insuffisant à permettre l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause ne concerne pas la politique générale du Titulaire mais s'applique à l'ensemble des moyens humains mis à disposition par ce dernier pour la réalisation des prestations inscrites au marché. Certains axes concernent exclusivement les publics bénéficiaires de la clause sociale d'insertion alors que d'autres portent sur l'ensemble des salariés affectés à la prestation ou susceptibles de l'être.

Les axes du plan de progrès social

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, il est attendu que le Titulaire s'engage à proposer en concertation avec Santé publique France et le facilitateur désigné des actions définies ultérieurement parmi les axes de progrès suivants :

Axes de progrès attendus en matière sociale      Exemples d'actions susceptibles d'être mises en œuvre  
Recrutement et maintien dans l'emploi de personnes éligibles à la clause sociale d'insertion

S'engager sur :

- la nature et la durée des formations proposées aux personnes éligibles
- la qualité et la fréquence du tutorat mis en place
- la diversification des profils éligibles
- la part des publics éligibles à l'insertion recrutés en alternance
- le recrutement de personnes relevant de l'insertion sur un volume horaire annuel significatif

Découverte et sensibilisation des métiers à destination des publics éligibles à la clause sociale d'insertion

- Participer à des journées portes ouvertes, des rencontres/forums pour l'emploi sur le territoire en vue de recrutements pour des publics ciblés

- Participer à des temps de découvertes métiers avec des publics ciblés
- Accueillir des demandeurs d'emploi pour des enquêtes métier
- Accueillir des publics en recherche d'emploi ou de définition de projet professionnel, pour des stages ou des PMSMP, etc.

Lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité femme/homme S'engager sur :

- La progression de la part des personnes en situation de handicap
- la progression de la part des femmes parmi les publics (en insertion ou pas)
- des dispositifs de promotion de l'égalité professionnelle (à destination de l'ensemble des moyens humains affectés au marché)
- la sensibilisation sur les comportements sexistes au travail (à destination de l'ensemble des moyens humains affectés au marché)
- la conciliation des temps de vie professionnels et personnels (à destination de l'ensemble des moyens humains affectés au marché)

Améliorer la santé et la sécurité au travail

S'engager sur :

- La prévention des maladies et accidents professionnels
- L'amélioration des conditions de travail
- La lutte contre l'illettrisme en milieu professionnel

L'entreprise titulaire est également libre de proposer d'autres actions de mise en œuvre n'appartenant pas aux exemples mentionnés plus haut mais qu'elle jugerait pertinentes.

Les modalités de mise en œuvre du plan de progrès social

Dans les deux mois suivant la notification du marché, une réunion entre Santé publique France, le facilitateur et l'entreprise titulaire sera organisée par cette dernière afin de préciser le contenu du plan de progrès social.

Pour chaque axe de progrès ciblé, l'entreprise titulaire présentera à Santé publique France un projet détaillant les objectifs qu'elle est en mesure d'atteindre, les actions et les ressources nécessaires afin d'élaborer conjointement un plan de progrès permettant la réalisation des axes de progrès ciblés. Ce plan d'action précisera également les rôles et responsabilités des acteurs ainsi que les modalités de suivi et de contrôle.

Tous les semestres et dans les 2 mois suivant la date du 1er anniversaire de la notification du présent marché, Santé publique France, en lien avec le facilitateur, procède au bilan du plan de progrès défini l'année précédente et au renouvellement de celui-ci pour l'année suivante.

Le plan de progrès élaboré conjointement par les trois parties précise les points suivants :

- 1) les objectifs mesurables et/ou quantifiables ;
- 2) les indicateurs de mesure associés ;
- 3) les actions à la charge de l'entreprise titulaire ;
- 4) les actions à la charge de Santé publique France ;
- 5) les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- 6) le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;
- 7) les modalités de suivi et de contrôle prévues.

Le plan de progrès, validé par les trois parties, sera formalisé dans le cadre d'un échange de courrier dès

lors qu'il ne modifie pas les stipulations du contrat.

#### Dispositif d'accompagnement

Afin de faciliter la mise en œuvre de ce plan de progrès, Paris Habitat a confié le suivi de cette condition d'exécution aux facilitateurs de Paris Est Marne & Bois. Dans ce cadre, un dispositif d'accompagnement des entreprises est mis en place tout au long de l'opération.

Les entreprises désireuses d'obtenir des informations peuvent ainsi, dès le montage de leur dossier d'appel d'offres, prendre contact avec :

Paris Est Marne & Bois

1 place Uranie 94340 Joinville-Le-Pont

Pascale VIOT, Cheffe de Projet Clauses Sociales - Direction de la Cohésion Sociale

[pascale.viot@pemb.fr](mailto:pascale.viot@pemb.fr)

01 84 23 51 58 - 06 48 29 49 34

Sébastien Pigniez, Facilitateur des clauses sociales - Direction de la Cohésion Sociale

[sebastien.pigniez@pemb.fr](mailto:sebastien.pigniez@pemb.fr)

01.84.23.31.35 - 06.07.27.83.65

#### Modalités de suivi du plan de progrès social

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action pour laquelle l'entreprise titulaire s'est engagée. A la demande de Santé publique France, l'entreprise titulaire devra fournir, dans le délai qui lui sera imparti, tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités. En tout état de cause, l'entreprise titulaire doit, dès leur survenance, informer Santé publique France par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'elle rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec l'entreprise titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

#### Engagement du candidat

Le candidat en signant son acte d'engagement :

✓ DECLARE avoir pris connaissance du présent article au cahier des clauses administratives particulières

✓ S'ENGAGE dans les deux mois suivant l'attribution du marché à contacter le facilitateur désigné en charge du suivi de cette action pour organiser la première réunion « démarche progrès » nécessaire à l'élaboration du plan progrès, à le signer et d'organiser la réunion pour faire un point sur ce sujet tous les semestres à partir de la date anniversaire du marché.

✓ S'ENGAGE à fournir, à la demande dudit facilitateur en charge de cette opération et dans le délai qui lui sera imparti, toutes les informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action comme indiqué ci-avant.

#### **ARTICLE 18 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION**

En cas de litiges, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article L.2197-6 du code de la commande publique. Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du tribunal administratif de Melun.

<b>ARTICLE 19 - DEROGATION</b>
--------------------------------

L'article 3 déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.  
L'article 6 déroge à l'article 13.1.1 du CCAG FCS  
L'article 7.3 déroge à l'article 30 du CCAG-FCS.  
L'article 7.4 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.